

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20250317-lmc1367934-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mercredi 19 mars 2025  
Date de publication : 19/03/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 17 MARS 2025**

| <b>NOMBRE D'ELUS<br/>METROPOLITAINS<br/>EN EXERCICE : 16</b><br><br><b>QUORUM : 9</b>  |             |         |
|--|-------------|---------|
| PRESENTS   | REPRESENTES | ABSENTS |
| 15   | 0           | 1       |
| <b>OBJET DE LA DECISION</b><br><br><b>N° 25/150</b><br><br><b>PROTOCOLE D'ACCORD<br/>TRANSACTIONNEL -<br/>DEBORDEMENT DU RESEAU<br/>D'EAUX USEES A LA CRAU -<br/>AUTORISATION DE<br/>SIGNATURE</b> |             |         |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

Mme Nathalie BICAIS.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/150**

**BUREAU DU 17 MARS 2025**

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL -  
DEBORDEMENT DU RESEAU D'EAUX USEES A LA  
CRAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article 2044 du Code Civil,

**VU** le Décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de protocole d'accord transactionnel joint,

**CONSIDERANT** que Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL, propriétaires d'une maison sise 241 rue des Chasselas sur la Commune de LA CRAU (83260), ont subi des remontées d'eaux usées dans leur canalisation privative du mois de septembre 2013 jusqu'en février 2015, conduisant à l'impossibilité d'utiliser leurs installations sanitaires,

**CONSIDERANT** que l'origine de ce dysfonctionnement n'ayant pu être déterminé notamment dans le cadre de l'expertise amiable diligentée à l'initiative de l'assureur des propriétaires, ces derniers ont saisi le 16 mars 2017 le Tribunal Administratif de Toulon en référé afin de voir ordonner une mesure d'expertise au contradictoire de la société Veolia Eau, de la Société Varoise d'Aménagement et de Gestion (SVAG), de la Commune de LA CRAU et de la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que sur la base du rapport de l'expert missionné par le Tribunal Administratif, Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL ont adressé une demande préalable d'indemnisation à la Métropole le 29 mars 2022,

**CONSIDERANT** que la Métropole a pris une décision expresse de rejet par courrier du 7 avril 2022,

**CONSIDERANT** que Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL ont alors déposé une requête le 3 juin 2022 devant le Tribunal Administratif de Toulon afin de voir condamner la Métropole à leur payer une indemnité globale de 5 500 €, outre 1 500 € au titre des frais irrépétibles,

**CONSIDERANT** que la Métropole a appelé en garantie la Société Varoise d'Aménagement et de Gestion (SVAG) qui disposait d'une délégation pour l'exploitation du service d'assainissement sur le territoire de la commune de LA CRAU et qui était à ce titre responsable du bon fonctionnement du réseau,

**CONSIDERANT** que la requête a alors été communiquée à la SVAG le 1<sup>er</sup> juillet 2024,

**CONSIDERANT** que la SVAG a proposé aux requérants de régler amiablement ce litige,

**CONSIDERANT** que la SVAG accepte de régler la somme de 4 000 € au titre du préjudice de jouissance et qu'en contrepartie Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL consentent à ne pas réclamer d'indemnité au titre du préjudice moral et à se désister de leur requête pendante devant le Tribunal Administratif de Toulon,

**CONSIDERANT** que la Métropole, garantie par son assureur en responsabilité civile, a accepté le désistement des requérants,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des parties à la procédure devant le Tribunal Administratif consent garder à sa charge les frais d'avocats et, le cas échéant, tous les autres frais engendrés par le différend objet du protocole,

**CONSIDERANT** que le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin, par le paiement de la somme de 4 000 € à Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL par la SVAG, au différend qui oppose les époux CHABAUD, le SVAG et la Métropole TPM, et de prévenir tout litige à naître,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer le protocole transactionnel ci-joint.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision n'a aucune incidence financière pour la Métropole.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

|            |    |
|------------|----|
| POUR       | 15 |
| CONTRE     | 0  |
| ABSTENTION | 0  |



## PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

### ENTRE

D'une part, Monsieur Jean-Paul CHABAUD et Madame Régine GABRIEL demeurant 241 rue des Chasselas, 83260 La Crau ;

### ET

D'autre part, la Société Varoise d'Aménagement et de gestion (SVAG) dont le siège social est sis rue des Oliviers ZA le Pouverel, 83130 La Garde représentée par Monsieur Christophe KLEINKLAUS, Gérant ;

En présence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, demeurant Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre 83041 Toulon représentée par Jean-Pierre GIRAN, Président ;

### *Il est préalablement rappelé ce qui suit :*

Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL sont propriétaires d'une maison sise 241 rue des Chasselas sur la Commune de LA CRAU (83260).

A partir du mois de septembre 2013 et jusqu'en février 2015, ils ont subi des remontées d'eaux usées dans leur canalisation privative conduisant à l'impossibilité d'utiliser leurs installations sanitaires.

L'expert désigné par le Tribunal administratif, par ordonnance du 23 juin 2017, a remis son rapport le 28 avril 2018.

Il ressort de ce rapport que :

Les désordres survenus chez les époux CHABAUD ont donc toujours été de même nature : la saturation de leur réseau d'évacuation des eaux usées (eaux vannes et eaux grises) et l'impossibilité d'évacuer ces eaux usées en raison de la mise en charge du collecteur public d'eaux usées passant dans leur jardin.

La mise en charge des réseaux est donc un phénomène qui s'est répété chaque fois que des pluies significatives, sans devoir être exceptionnelles, sont tombées sur la commune. Ces phénomènes de

saturation des réseaux d'eaux usées communaux ont été la plupart du temps liés à la pluviométrie et ont démontré que les réseaux sur la commune de LA CRAU ne sont pas, comme énoncé, des réseaux strictement séparatifs.

Et que

V1 30 09 2024

Les désordres observés viennent bien pour les époux CHABAUD, du réseau public d'eaux usées. Ces ouvrages sont sous la responsabilité de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée (CA TPM), devenue aujourd'hui la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

La communauté d'agglomération (aujourd'hui Métropole) a établi un contrat de délégation de ces réseaux d'eaux usées avec la Société Varoise d'Aménagement et de Gestion (SVAG), filiale de VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX. Le délégataire est donc en charge de la bonne gestion de ces réseaux d'eaux usées de la commune de LA CRAU, dans le cadre de son contrat d'affermage.

Par un courrier de leur conseil en date du 29 mars 2022, Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL ont adressé une demande préalable d'indemnisation à la Métropole.

Par courrier en date du 7 avril 2022 cette dernière a pris une décision expresse de rejet.

C'est dans ces conditions que, par requête enregistrée le 3 juin 2022, Monsieur CHABAUD et Madame GABRIEL ont saisi le Tribunal de Toulon afin de voir condamner la Métropole à leur payer une indemnité globale de 4.000 € au titre du préjudice de jouissance et 1.500 € au titre du préjudice moral outre 1.500 € au titre des frais irrépétibles. Cette requête était également dirigée contre la société SVAG.

Cette requête a été enregistrée sous le numéro 2201490 et n'a été communiquée à la société SVAG que le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

La Société SVAG a proposé aux requérants de régler amiablement ce différend.

Après un échange de courriers entre les conseils respectifs des parties, ces dernières ont convenu ce qui suit.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DU PROTOCOLE**

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme définitif au différend relatif aux débordements des canalisations privées de Monsieur Chabaud et madame Gabriel dans leur propriété à La Crau, du fait de la surcharge du réseau public aux dates suivantes :

- 8 septembre 2013
- 8 novembre 2013
- 4 débordements entre octobre 2013 et février 2014
- 12 jours de débordements du 25 novembre au 6 décembre 2014
- décembre 2014
- 14 février 2015

Et des demandes indemnitaires faites par Monsieur Chabaud et Madame Gabriel du fait de ces débordements.



## **ARTICLE 2 : NATURE JURIDIQUE DU PROTOCOLE**

Le présent protocole constitue une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil, de sorte qu'il développe entre les Parties l'ensemble des effets attachés à ce type d'acte.

Le présent protocole exprime l'intégralité des demandes de chacune des parties à la date de sa signature, chacune des parties déclarant n'avoir aucune autre prétention à émettre dans le cadre du règlement du présent litige.

Chaque Partie s'interdit par conséquent définitivement de poursuivre et/ou d'exercer une quelconque action judiciaire, à quelque fin que ce soit, devant quelque juridiction que ce soit, à raison des faits qui sont exposés dans le préambule et l'article 1er du présent protocole.

Le présent protocole est conclu sans reconnaissance de responsabilité de part et d'autre.

## **ARTICLE 3 : CONCESSIONS RECIPROQUES**

Par requête enregistrée au Tribunal administratif de Toulon sous le numéro 2201490 Monsieur Chabaud et Madame Gabriel ont réclamée les sommes de :

- 4000 € au titre du préjudice de jouissance
- 1.500€ au titre du préjudice moral

### **3.1. La société SVAG accepte de payer la somme de 4.000 € au titre du préjudice de jouissance.**

Le versement de cette somme, nette de toutes taxes, intérêts et charges, compte tenu de la nature forfaitaire de l'indemnité, sera fait directement par la SVAG sur le compte suivant :

RIB

Le paiement interviendra dans le délai de 30 jours à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole.

### **3.2. Monsieur Chabaud et Madame Gabriel consentent à ne pas réclamer d'indemnité au titre du préjudice moral.**

Monsieur Chabaud et Madame Gabriel se désisteront de leur requête enregistrée sous le numéro 2201490 dans un délai de 15 jours à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole.

V1 30 09 2024

**3.3. Chacune des parties y compris la Métropole TPM - partie à la procédure devant le Tribunal administratif - gardera à sa charge les frais d'avocat et le cas échéant, tous les autres frais engendrés par le différend objet du protocole.**

La société SVAG et la Métropole TPM accepteront purement et simplement le désistement.

#### **ARTICLE 4 : RESPONSABILITE**

Les parties se réservent la possibilité, en cas d'inexécution par l'autre partie des obligations contenues dans le présent accord, d'engager à son encontre, une action juridique sur le fondement du présent accord.

#### **ARTICLE 5 : CONSENTEMENT**

Les parties reconnaissent que les dispositions du présent accord font suite à des discussions amiables et traduisent leur consentement libre et éclairé.

#### **ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent protocole prend effet à sa date de sa signature par l'ensemble des parties

#### **ARTICLE 7 : ELECTION DE DOMICILE**

Les parties élisent domicile à leur siège respectif pour l'exécution du présent protocole.

#### **ARTICLE 8 : LITIGE**

Tous différends découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent protocole transactionnel ou en relation avec celui-ci seront soumis au Tribunal administratif de TOULON, même en référé.

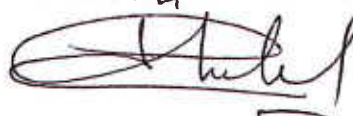


**FAIT EN 3 EXEMPLAIRES ORIGINAUX**

**Pour Monsieur Chabaud**

(signature précédée de la mention manuscrite : Bon pour accord de transaction)

*Bon pour accord de transaction*



**Pour Madame GABRIEL**

(signature précédée de la mention manuscrite : Bon pour accord de transaction)

*Bon pour accord de transaction*



**Pour la société SVAG, Monsieur Christophe KLEINKLAUS son représentant**

(signature précédée de la mention manuscrite : Bon pour accord de transaction)

*Bon pour accord de transaction*



**Pour la Métropole TPM, son représentant**

(signature précédée de la mention manuscrite : Bon pour accord de transaction)

